

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mars 2025

ASSURER LE DÉVELOPPEMENT RAISONNÉ ET JUSTE DE L'AGRIVOLTAÏSME - (N° 962)

Adopté

AMENDEMENT**N ° CE72**

présenté par
M. Lecamp, rapporteur

ARTICLE 2

I. – Supprimer les deux dernières phrases de l'alinéa 2 et compléter l'article par l'alinéa suivant :

« II. – Dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° ... du... visant à assurer le développement raisonné et juste de l'agrivoltaïsme, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant les effets des mesures prévues par cette loi. »

II. – En conséquence, insérer la mention : « I. – » au début de l'alinéa 1.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à « décodifier » la disposition prévoyant la remise d'un rapport du Gouvernement au Parlement dans la mesure où elle n'aura qu'une seule application. Le principe d'un bilan cinq ans après l'adoption de la loi est maintenu, mais il ne serait plus inscrit directement dans le code de l'énergie.

L'amendement supprime par ailleurs la dernière phrase évoquant la possibilité que le Parlement décide de modifier les mesures votées sur la base de ce rapport. En vertu de la Constitution, la loi ne peut en effet rien imposer au Parlement. Mais le législateur saura tirer les conséquences des résultats du rapport, et adapter les plafonds introduits par la proposition de loi si l'expérience en démontre la nécessité.